



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative, Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**JINJIANG SAM**

ZI des Prades  
BP 9  
12110 Viviez

Références : 81-CRARC-2024-148  
Code AIOT : 0006802478

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement JINJIANG SAM implanté ZI des Prades BP 9 12110 Viviez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée pour faire le point sur les actions menées par les co-liquidateurs suite à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2024 mettant en demeure la société JINJIANG de transmettre à l'inspection les attestations prévues aux articles R.512-39-1 et R.512-39-3 du Code de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JINJIANG SAM

- ZI des Prades BP 9 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006802478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Aveyronnaise de Métallurgie (SAM) a exploité à Viviez une activité de fabrication par moulage de pièces en aluminium et en magnésium. Elle a été reprise fin 2017 par la société JINJIANG (groupe chinois)

La société JINJIANG a été mise en liquidation par jugement du 16 septembre 2021. La SELAS EGIDE et la SELARL Benoît et Associés ont été désignées co-liquidateurs.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Attestation Mise en sécurité	AP de Mise en Demeure du 16/07/2024, article 1	Consignation	3 mois
2	Attestation réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 16/07/2024, article 2	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la mise en sécurité du site par les sociétés EGIDE et Benoît et Associés, agissant en qualité de co-liquidateurs de la société JINJIANG, n'était pas terminée, et que la mise en demeure du 16 juillet 2024 n'a pas été respectée.

En conséquence, l'inspection propose à Madame la préfète de l'Aveyron de prendre un arrêté préfectoral rendant les co-liquidateurs redevables d'une astreinte administrative.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Attestation Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/07/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société <i>JINJIANG SAM</i> , est mise en demeure, dans un délai n'excédant d'un mois, de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement en transmettant l'attestation de mise en œuvre de la mise en sécurité du site, délivrée par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.
<b>Constats :</b>

L'inspection constate que la société EGIDE et la société Benoît et Associés en leur qualité de co-liquidateurs n'ont pas transmis au préfet l'attestation prévue à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, qui doit être établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

Lors de la visite du site le 28 novembre 2024, l'inspection a constaté que le site était dans une situation environnementale dégradée qui n'était pas maîtrisée :

- Présence dans plusieurs bâtiments de nombreux fûts ou containers de produits chimiques malgré les opérations d'évacuation effectuées en février 2024. Ces dernières devaient pourtant permettre de terminer l'évacuation de tous les produits présents sur le site.
- Certains de ces produits sont stockés dans un bâtiment appartenant à la Communauté de communes de DECAZEVILLE, qui n'était pas concerné par l'exploitation de la SAM.
- Présence de tas de déchets en mélange dans plusieurs bâtiments ainsi qu'à l'extérieur des bâtiments. Une quantité importante de ces déchets a été transférée dans un bâtiment à l'est du site appartenant à la Communauté de communes de DECAZEVILLE, alors que celui-ci était vide au moment de la cessation d'activité. Ces déchets semblent résulter des opérations de démontage des machines réalisées par la société ALLMETAL.
- Présence de nombreux matériels stockés en vrac dans le bâtiment central.
- Les opérations de démontage des machines sont réalisées par la société ALLMETAL sans qu'aucun contrôle ne soit exercé par les co-liquidateurs et sans que ne soient mises en place des mesures de prévention des risques de pollution et d'incendie. Les déchets issus du démontage ne sont pas triés et évacués conformément à la réglementation. Ils sont stockés en vrac dans les bâtiments. Des flexibles souillés sont présents dans ces mélanges.

Voir planche photos.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé aux co-liquidateurs de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site avec notamment l'évacuation de l'ensemble des déchets et produits vers des filières autorisées et la transmission de l'attestation prévue à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Consignation

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Attestation réhabilitation**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 16/07/2024, article 2

**Thème(s) :** Autre, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

La société *JINJIANG SAM*, est mise en demeure, dans un délai n'excédant pas 3 mois, de respecter les dispositions de l'article R.512-39-3 du Code de l'environnement en transmettant le mémoire de réhabilitation et l'attestation correspondante.

**Constats :**

L'inspection a constaté que les co-liquidateurs n'avaient pas transmis l'attestation de réhabilitation prévue à l'article R.512-39-3 du Code de l'environnement.

La SEM ARAC OCCITANIE a sollicité l'accord préalable du préfet pour se substituer à l'ancien exploitant. L'inspection rappelle que la responsabilité du liquidateur n'est pas dégagée tant que le préfet n'a pas statué par arrêté sur la substitution. Celui-ci ne pourra intervenir que lorsque l'ARAC aura déposé le dossier prévu à l'article R. 512-78 du Code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé aux co-liquidateurs de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site avec notamment l'évacuation de l'ensemble des déchets vers des filières autorisées et la transmission de l'attestation prévue à l'article R.512-39-3 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 3 mois